

“La concurrence entre universités est intenable”

Entrevue

Recteur de l'Université de Liège, Albert Corhay, s'est confié à “La Libre” pour faire le point, alors que les étudiants rejoindront lundi les bancs universitaires.

Le financement

“Ces dernières années, les universités ont été moins financées que les hautes écoles. Une partie importante du prochain financement doit leur être attribuée.”

Le dossier du financement, c'est le grand dossier de la rentrée académique. Avec des enveloppes fermées, les universités et les hautes écoles ne parviennent plus à encadrer le nombre chaque année plus important d'étudiants qui se pressent à leurs portes.

“Jean-Claude Marcourt (ministre PS de l'Enseignement supérieur, NdlR) nous a promis 106 millions d'euros supplémentaires sur l'ensemble de la législature, dont 10 millions en 2016. Par rapport aux 650 millions globaux ce n'est rien, même si cela nous permettra de mettre du beurre dans nos épinards. Mais le ministre pourra-t-il tenir ses promesses dans le contexte actuel”, s'interroge le recteur de l'ULg, Albert Corhay.

Toute la question, admet-il, est de savoir comment seront répartis ces nouveaux millions. *“Ces dernières années les universités ont été beaucoup moins financées que les hautes écoles. La position des universités est de dire qu'une partie importante de ces 10 millions leur soit attribuée. Pour ce faire, l'ensemble des recteurs vont proposer dans les prochains jours un modèle de répartition sur lequel nous travaillons.”*

Plus largement, explique le recteur, le problème est que les enveloppes sont réparties en fonction du nombre d'étudiants inscrits dans chaque école ou université. *“Nous sommes dans une situation de concurrence directe et indirecte qu'il faut supprimer.”* Pour Albert Corhay cette situation est intenable. *“Nous devrions imaginer un financement défini en fonction des projets de formation. Pour chaque projet on imaginerait un financement.”*

Le rôle de l'Ares

“Nous devons bénéficier de cette structure qui permet l'harmonisation de tout ce que l'on fait de nouveau dans l'enseignement supérieur. Cela évite du gaspillage.”

Créée en janvier 2014 pour mettre en œuvre le décret Paysage du ministre Marcourt, l'Ares (Académie de recherche d'enseignement supérieur) est une superstructure qui regroupe les représentants de l'enseignement supérieur en Belgique francophone. Sur le papier, cette structure apparaît utile, mais depuis des mois son fonctionnement qui serait tout sauf efficace est soumis à la critique, notamment par Vincent Blondel lui-même.

“L'Ares a sa raison d'être pour que nous puissions travailler tous ensemble”, explique de son côté Albert Corhay. Nous devons bénéficier d'une structure qui permet l'harmonisation de tout ce que l'on fait dans l'enseignement supérieur en terme de nouveaux développements. Cela évite du gaspillage.” L'Ares serait-elle pour autant efficace? Le recteur de l'ULg nuance. *“Vincent Blondel la voit comme chronophage car il a l'impression que l'on a rajouté une couche en plus du Conseil des recteurs francophones, le Cref, déjà existant. Mais si leurs rôles (plus stratégique pour le Cref, plus administratif pour l'Ares) peuvent encore être mieux définis, les deux ont leur raison d'être.”*

Pour Albert Corhay, tous les acteurs doivent dialoguer un maximum afin de rendre le système viable financièrement.

Aujourd'hui, souligne-t-il, la concurrence s'accroît, *“car les hautes écoles souhaitent mettre sur pied des masters. Soit on entre dans le jeu de la concurrence avec des acteurs qui déposeraient des habilitations dans tous les sens en s'appauvrissant, soit on met tout sur la table et on s'organise comme l'Ares souhaite le faire.”*

BdO

Le lien entre unif et haute école

“Si les hautes écoles et les universités ne travaillent pas ensemble, nous ne pourrions pas maintenir les deux systèmes sur le plan financier.”

Le 3 septembre dernier, le recteur de l'UCL Vincent Blondel craignait dans “Le Soir” voir venir “la fin des universités”. Le décret Marcourt expliquait-il, amène *“une confusion dans les types d'enseignement, tout particulièrement entre les universités et les hautes écoles”,* car *“aujourd'hui on pousse à l'extrême les contraintes pour favoriser les codiplomations”. “A chacun son rôle” s'insurgeait-il,* la confusion risquant de défavoriser l'attrait des universités.

Albert Corhay, au contraire, entend prendre *“en contre-pied”* le recteur de l'UCL. *“Pour moi, Vincent Blondel se trompe. Ce serait en effet une hérésie de supprimer notre diversité, mais cela veut-il dire que les universités doivent vivre de manière indépendante par rapport aux hautes écoles? Je ne pense pas. J'ai toujours dit que notre fil rouge devait être le parcours de l'étudiant afin qu'il puisse passer facilement d'un enseignement à l'autre. Mais pour cela il faut pouvoir supprimer la concurrence et que l'on puisse travailler tous ensemble. C'est indispensable car sans cela nous ne pourrions maintenir les deux systèmes sur le plan financier. L'un ou l'autre disparaîtra. Ignorer nos partenaires équivaut à entreprendre une politique de l'autruche.”*

Albert Corhay en est convaincu, il est possible de *“collaborer en maintenant nos diversités”. “Et cela pourrait se faire au sein même des universités, au sein d'une même entité, tout en gardant des baccalauréats professionnalisants et d'autres de transition.”*

BdO